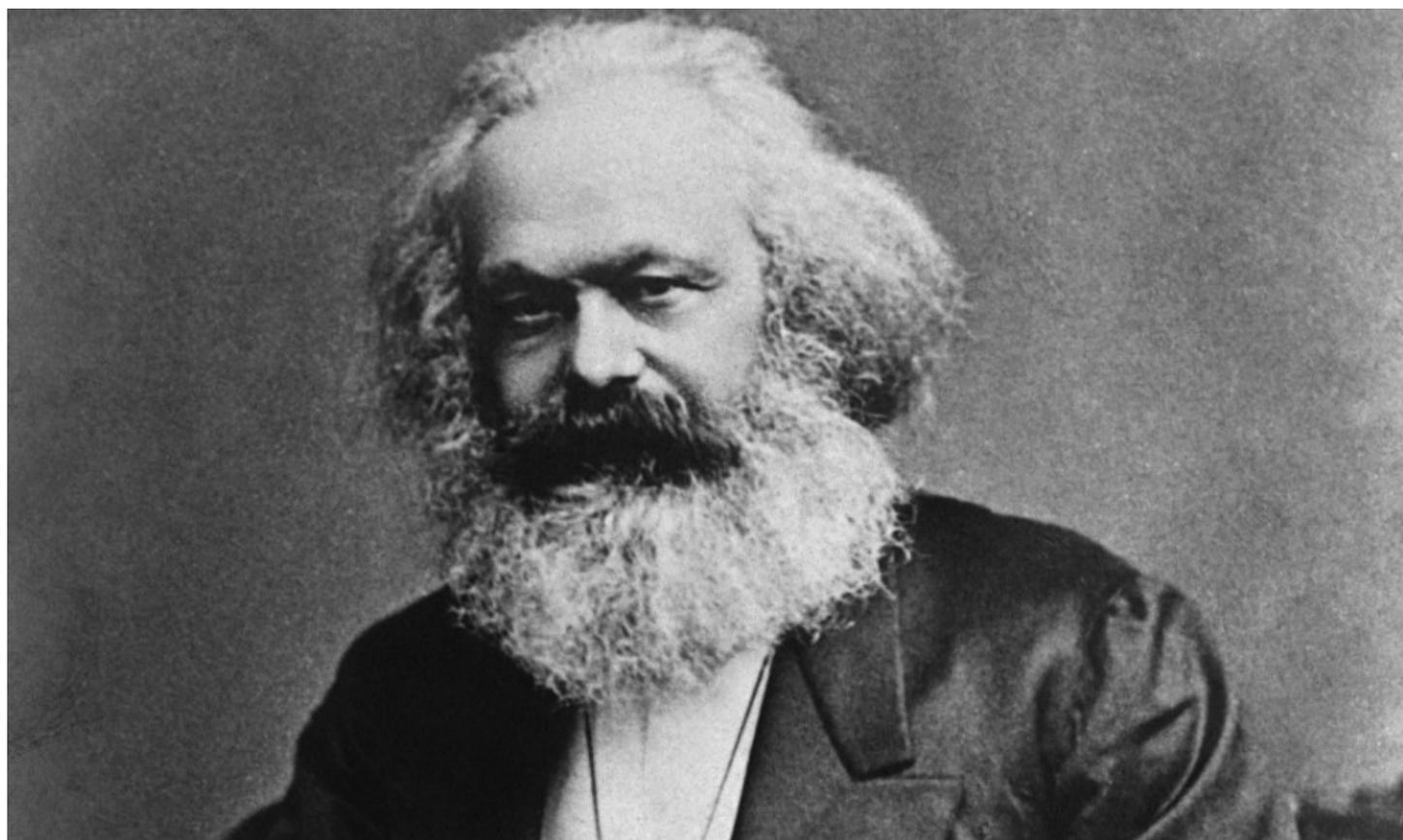


## Démasqués : le nouveau pouvoir des faux-monnayeurs



**Démasqués:**  
**le nouveau pouvoir**  
**des faux-monnayeurs**

« Daß jede Nation verrecken würde, die, ich will nicht sagen für ein Jahr, sondern für ein paar Wochen die Arbeit einstellte, weiß jedes Kind. Ebenso weiß es, daß die den verschiedenen Bedürfnismassen entsprechenden Massen von Produkten verschiedene und quantitativ bestimmte Massen der gesellschaftlichen Gesamtarbeit erheischen. Daß diese Notwendigkeit der Verteilung der gesellschaftlichen Arbeit in bestimmten Proportionen durchaus nicht durch die bestimmte Form der gesellschaftlichen Produktion aufgehoben, sondern nur ihre Erscheinungsweise ändern kann, ist self-evident. Naturgesetze können überhaupt nicht aufgehoben werden. Was sich in historisch verschiedenen Zuständen ändern kann, ist nur die Form, worin jene Gesetze sich durchsetzen. Und die Form, worin sich diese proportionale Verteilung der Arbeit durchsetzt in einem Gesellschaftszustand, worin der Zusammenhang der gesellschaftlichen Arbeit sich als Privataustausch der individuellen Arbeitsprodukte geltend macht, ist eben der Tauschwert dieser Produkte.

Die Wissenschaft besteht eben darin, zu entwickeln, wie das Wertgesetz sich durchsetzt. »

**Karl Marx, Brief an Ludwig Kugelmann, I I. Juli 1868**

[https://marxwirklichstudieren.files.wordpress.com/2012/11/mew\\_band32.pdf](https://marxwirklichstudieren.files.wordpress.com/2012/11/mew_band32.pdf)([https://marxwirklichstudie/2012/11/mew\\_band32.pdf](https://marxwirklichstudie/2012/11/mew_band32.pdf))

---

*Seiten 552-553*

\*\*\*\*\*

« Que chaque nation crèverait, qui cesserait de travailler, je ne veux pas dire pendant un an, mais pendant quelques semaines, chaque enfant le sait. Il sait également que les masses de produits correspondant aux différentes masses de besoins nécessitent des masses différentes et déterminées quantitativement de travail social global. Que cette nécessité de la distribution du travail social dans des proportions déterminées ne peut être abrogée par la forme déterminée de production sociale, mais peut changer seulement

son mode de manifestation, c'est une évidence. Les lois de la nature ne peuvent absolument pas être abrogées. Ce qui peut changer dans des États historiquement différents, c'est seulement la forme par laquelle ces lois s'imposent. Et la forme par laquelle cette répartition proportionnelle du travail s'impose dans un État social, par laquelle la relation du travail social se fait valoir comme échange privé des produits du travail individuel, est précisément la valeur d'échange.

La science consiste précisément à établir comment la loi de la valeur s'impose. »

*Karl Marx, lettre à Ludwig Kugelmann, 11 Juillet 1868*

[Traduction TML]

\*\*\*\*\*

Comme nous l'explique si bien le Dr. Valérie Bugault, (Dr. en droit... <https://youtu.be/AKaXg5755lk>(<https://youtu.be/AKaXg5755lk>)), le chaos apparent de la situation actuelle, et apparemment dû au Covid-19, ne doit en réalité pas grand chose au hasard, même si ses conséquences sont concrètement une fatalité mortifère pour quelques dizaines de milliers d'êtres humains, à court terme, et certainement pour un nombre encore plus grand d'entreprises, à moyen terme, ce qui signifie également, mais carrément pour des millions de travailleurs, la mort sociale.

En tant que mise en œuvre concrète des théories du « chaos constructif » inspirées de Schumpeter et d'autres, il s'agit bel et bien d'une évolution accélérée des processus de gouvernance mondiale du capital financier, et non pas d'un chaos échappant à toute volonté politique cohérente et à tout contrôle de la part des « élites » de la finance mondialisée, et singulièrement, de la finance occidentale.

La question de savoir si le « déclencheur » Covid-19 est lui-même le fruit d'un réel hasard ou non est sans objet, dans la mesure où les élites financières qui conditionnent les politiques mondiales se sont emparées de cette « opportunité » pour donner un coup d'accélérateur brutal à une évolution qui était déjà « dans les tuyaux » depuis plusieurs années, et singulièrement, depuis 2008.

Comme on l'a déjà vu, la solution imposée à court terme de la crise de 2008, en injectant une masse colossale de liquidités dans l'ensemble du système, n'a permis que le sauvetage de la face financière du système, et non pas la relance de l'économie productive, supposée relancer la consommation et la croissance économique. De ce côté l'effet s'est limité, peu ou prou, à figer la situation, les rares avancées compensant difficilement les reculs.

Le piège inévitable de ce processus s'est rapidement avéré être la reconstitution d'une bulle financière au moins équivalente à celle qui avait mené à la crise de 2007-2008.

## Récapitulatif des marchés > CAC 40

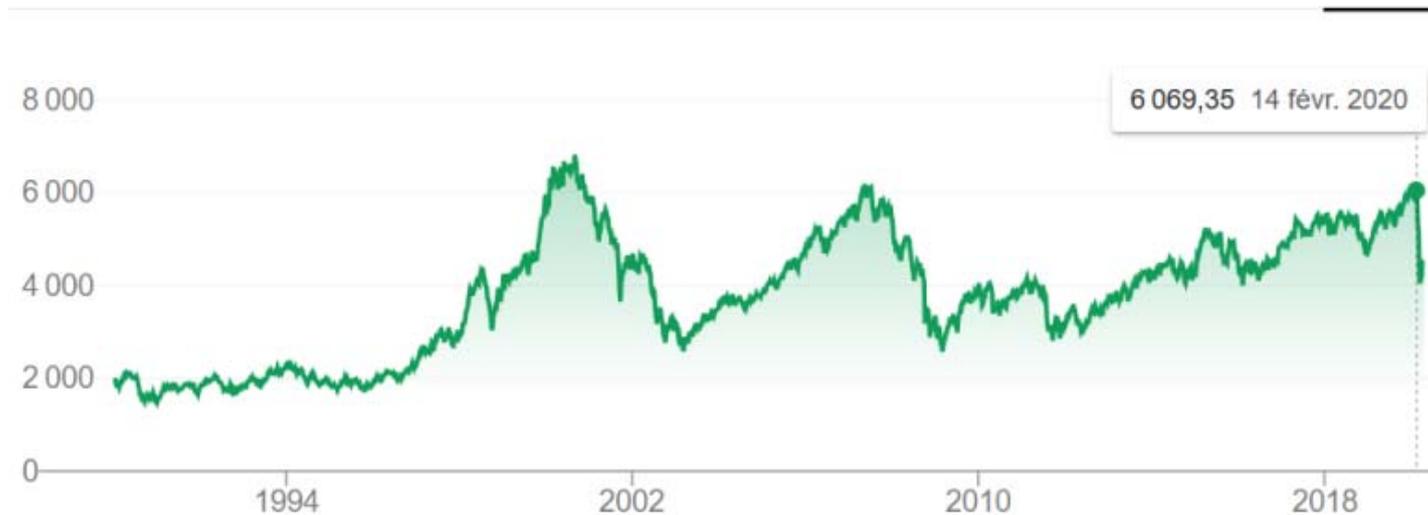
INDEXEURO: PX1

+ Suivre

**4 400,32** +42,86 (0,98 %) ↑

22 avr. à 11:21 UTC+2 · Clause de non-responsabilité

1 jour 5 jours 1 mois 6 mois YTD 1 an 5 ans **Max.**



## Récapitulatif des marchés > FTSE 100

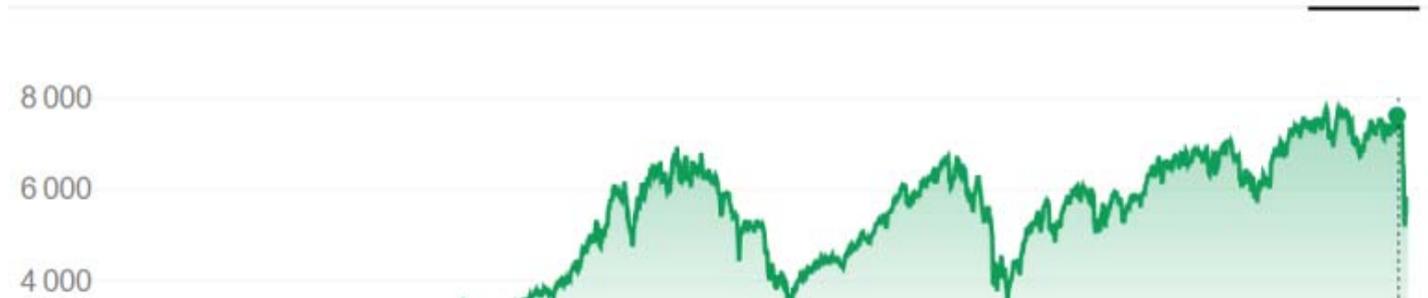
INDEXFTSE: UKX

+ Suivre

**5 724,45** +83,42 (1,48 %) ↑

22 avr. à 10:42 UTC+1 · Clause de non-responsabilité

1 jour 5 jours 1 mois 6 mois YTD 1 an 5 ans **Max.**





## Récapitulatif des marchés > Dow Jones Industrial Average

INDEXDJX: .DJI

+ Suivre

**23 018,88** -631,56 (2,67 %) ↓

21 avr. à 17:26 UTC-4 · Clause de non-responsabilité

1 jour 5 jours 1 mois 6 mois YTD 1 an 5 ans **Max.**

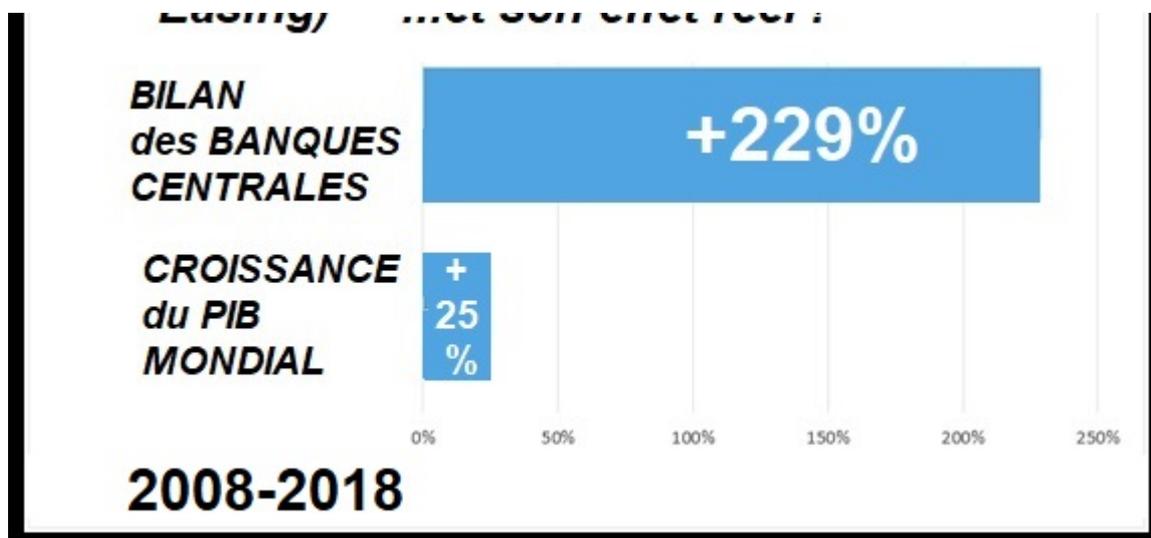


Avec cette différence que le remède « planche à billet » ne peut être renouvelé sans condamner à nouveau, et à plus court terme, encore, toute chance de développement économique.

Le différentiel, devenu exponentiel, entre la face « économie réelle » et la face principalement financière du système, impose donc, comme condition d'un nouveau « sauvetage » du capitalisme, la destruction simultanée d'une grande partie des forces productives, qui ouvre le champ de ruines d'un développement de « reconstruction », comme cela s'est produit après les dernières guerres mondiales, et la destruction d'une partie importante des capitaux financiers eux-mêmes, de façon à prémunir le système contre la reconstitution trop rapide d'une nouvelle « bulle financière » qui menacerait même cette « chance de la reconstitution » !

C'est donc là en partie la différence entre la « gestion » de cette crise par les « autorités financières », dont notamment les banques centrales, lors de cette « crise » actuelle, et lors de la « solution Quantitative Easing » de celle de 2008.

**Le "remède" post-2008... (Quantitative Easing) et son effet réel !**



**Mais ce n'est pas encore là l'essentiel.**

Si la solution « QE » a échoué à « relancer l'économie », ce n'est pas seulement ni même, essentiellement, le résultat d'une « mauvaise volonté » des investisseurs. C'est, tout simplement, l'aboutissement, et même l'accélération, d'une évolution des forces productives.

La croissance, encore relativement importante, sinon exponentielle, des forces productives, jusqu'au tournant des années 70, reposait sur la valorisation également encore très importante du capital dans le processus de production, qui était donc encore la base principale du processus d'accumulation du capital.

Le processus dit de « financiarisation » du capitalisme, apparu au cours des années 80, n'est pas du à un revirement de politique « mal intentionné » des investisseurs, mais tout simplement à une chute de plus en plus drastique de la rentabilité des investissements « productifs », c'est à dire se portant directement dans l'activité économique réelle, et non dans la spéculation sur les valeurs mobilières, dont les valeurs boursières.

Paradoxalement, mais seulement en apparence, c'est bien l'augmentation considérable de la productivité du travail qui est à l'origine de cette chute de rentabilité des capitaux « productifs ». En effet, l'augmentation de la productivité du travail n'est pas due à une multiplication exponentielle ni de la force physique des prolétaires, ni même de leur habileté manuelle, mais bien de la progression des technologies de production, et singulièrement, de l'automatisation de plus en plus grande, et de l'extension de la robotisation.

Or, dans le monde de la concurrence effrénée que se livrent les capitalistes pour la conquête de plus en plus vaste de « parts de marché », la « victoire » et la domination des marchés appartiennent à celui qui tient les prix les plus bas face à la concurrence, réduit ses marges, et tend vers la limite de vendre presque au « prix coûtant », sinon tout à fait, et même provisoirement en dessous, en situation de « dumping ».

Dans la mesure où ce « prix coûtant » (...ou presque) comportait encore une part importante d'amortissement du coût de la main-d'œuvre, sous la forme des salaires, une part également importante du capital investi retournait donc dans le circuit économique et permettait donc d'entretenir le cycle « production-consommation » à un niveau suffisamment élevé pour continuer le développement économique, l'accumulation de plus-value et son réinvestissement dans le circuit

productif.

Avec l'extension de l'automatisation et de la robotisation, si la productivité individuelle de chaque travailleur se trouve décuplée, la nécessité d'utiliser de la main-d'œuvre, du « travail vivant », se trouve, elle, drastiquement réduite pour aboutir à une même quantité de produits finis, supposés répondre à une demande du marché, qui se trouve en réalité désormais réduite du fait de la non-réinjection d'une partie du capital dans le circuit de la consommation, détruisant ainsi la dynamique de « croissance » du cycle « production-consommation ».

Bien entendu, il s'agit là d'un résumé simplifié de la tendance générale, de la tendance de fond et « durable », celle que le capitalisme ne peut enrayer, précisément parce que, comme nous l'explique Marx, cité en exergue, c'est la manière dont la loi de la valeur s'impose avec le développement actuel des forces productives.

C'est donc là le sens général du courant des flux de capitaux mondialisés. Bien entendu, lorsqu'on y regarde de plus près, et surtout, localement, il y a différents types de contre-courants, qui peuvent donner l'impression, à un observateur qui ne voit qu'un aspect local et/ou partiel du problème, tout comme face au contre-courant d'un fleuve causé par un obstacle saillant sur la berge, que le sens du courant n'est que celui qu'il voit à cet endroit et à cet instant, mais cela n'inverse pas le sens du flux général dominant.

Bien entendu le capital fait tout ce qu'il peut pour entretenir et accentuer ces contre-courants, notamment par le développement du secteur tertiaire et d'une économie de services pléthoriques, et surtout par les délocalisation, mais ce faisant, il ne fait que retarder de peu l'échéance, et notamment, celle de l'appauvrissement des marchés occidentaux, qu'il accentue même, en fait, tant en valeur absolue qu'en potentiel de développement.

Au tournant des années 80 tous les ferments d'une crise majeure s'étaient donc déjà accumulés et ce n'est que le ballon d'oxygène chinois qui a permis le sauvetage provisoire du système. Mais ballon d'oxygène provisoire vu qu'il ne reposait, précisément, que sur la désindustrialisation des pays occidentaux, sans générer, pour autant, un marché chinois suffisamment endogène, même encore aujourd'hui (1). Outre que l'interdépendance est finalement un talon d'Achille pour l'ensemble comme pour chacun des deux « partenaires », US et chinois, elle n'a pas empêché l'accumulation d'un nouveau pôle financier en Chine, générateur, en tant que challenger de l'impérialisme US, d'une nouvelle rivalité à l'échelle planétaire, et donc de nouvelles tensions internationales (2).

Mais la loi d'airain du développement des forces productives capitalistes s'applique néanmoins tout autant au nouveau géant chinois et à son tour il n'échappe pas à la pente de la délocalisation, de l'automatisation, de la robotisation, de la tertiariation, etc...

Simplement, il se trouve que dans le conflit US-Chine, la Chine est la puissance encore en croissance, celle qui continue d'accumuler du capital financier sur la base de son secteur productif, et elle n'avait donc aucun intérêt, dans cette rivalité, à voir son appareil productif arrêté ou même ralenti.

Néanmoins, à terme, ses contraintes de développement sont les mêmes que celles de l'Occident, même si elle semble suivre un modèle différent, en tant que superstructure étatique.

De fait, par la structure particulièrement bureaucratique et autoritaire du fonctionnement de son capitalisme financier monopoliste d'État, elle a même, et tout aussi paradoxalement, mais en apparence seulement, des possibilités d'adaptation et de mutation bien plus rapides et efficaces que l'Occident.

En effet, dans une société industrielle de plus en plus robotisée, si l'exploitation du « travail vivant » cesse progressivement d'être une source de plus-value et d'accumulation de capital, le contrôle de l'appareil productif n'en continue pas moins, et même d'autant plus, à être la seule base de la domination de classe, par la simple et seule dépendance dans laquelle il peut maintenir les classes populaires, pour la satisfaction de leurs besoins les plus élémentaires.

A terme la tendance n'est donc plus nécessairement à la surproduction de bien de consommation, superfétatoires ou non, mais à l'entretien et au maintien de la dépendance des populations, indépendamment de la marge « bénéficiaire » réalisable sur une consommation relativement réduite, voire même, réduite au strict nécessaire de survie acceptable « culturellement » et même « idéologiquement », avec le conditionnement adapté, sous des prétextes « écologiques » ou autres.

En effet, dans une économie entièrement robotisée et monopolisée, le revenu des populations ne provenant plus, pour l'essentiel, de leur travail, mais des subsides artificiellement et monétairement créés par le système, sous forme de « revenu universel » ou autre, la notion de valeur créée par le travail disparaît également et l'accumulation de « capitaux », au sommet de l'échelle sociale, tout comme la « création monétaire », nécessaire au fonctionnement de l'ensemble, n'est plus qu'un jeu d'écritures comptables où la classe dominante inscrit son propre pouvoir sur des lignes de « crédit » qui n'ont d'autre sens réel que la répartition qu'elle décide de ce pouvoir entre ses membres cooptés.

En réalité, on le voit bien depuis 2008, et encore plus avec la présente et pseudo « crise du Covid-19 », simple palier dans cette « évolution », c'est déjà exactement ce qui est en train de se produire, même si cette « mutation » doit nécessairement rester encore quelque temps « compatible » avec les restes du capitalisme plus « traditionnel », de façon à s'opérer sans résistance réelle d'aucune sorte, et évidemment, sans soulèvement des classes populaires, éventuellement désireuses de se voir restituer ce fruit de leur travail passé et encore actuel, que représente l'appareil industriel moderne.

Bien entendu, tant que l'exploitation du « travail vivant » reste une source de plus-value potentielle, et même, tant qu'elle n'est pas tarie jusqu'à la dernière goutte, cette source reste un enjeu majeur des luttes intestines du capital. Mais depuis des années déjà, les fractions les plus « modernistes » du capital financier, celles qui sont aussi à la fois les plus cultivées et les plus cyniques, sont celles qui ont déjà compris le caractère inéluctable de cette évolution de leurs forces productives, et qui, plutôt que de tenter de créer une relance durable de la croissance du système capitaliste « productif » traditionnel, en réalité devenue définitivement introuvable, préfèrent assez logiquement travailler en sous-main à sa propre mutation en tant que classe dominante dans un nouveau type de rapports économiques et sociaux, celui d'une société industrielle « robotisée », même s'ils la qualifient de « post-industrielle » pour tenter de lui donner une pseudo « justification » à consonance « écologique ».

Dans ce contexte nouveau, mais déjà en gestation latente depuis pas mal d'années, il n'est donc pas étonnant que dans son discours idéologique la bourgeoisie fasse de plus en plus flèche de tout bois, et y compris et surtout, de bois « vert » !

Le capitalisme « vert » prêché par la bobocratie depuis plusieurs décennies déjà, c'est le terreau « fertile » de cette « pépinière » d'élucubrations à vocations apparemment « humanistes » et même « sociales », sinon « socialistes », à la mode libérale sociale-démocrate.

Le réchauffement climatique, tout comme le Covid-19, est bien une réalité, et une réalité lourde de conséquences pour l'humanité, et dont elle doit évidemment tenir compte dans son évolution

supposément « maîtrisée », mais l'instrumentalisation idéologique et politique actuelle de ces phénomènes, indépendamment de leur origine « humaine » ou non, ne vise clairement pas à en résoudre les conséquences, dans un cas comme dans l'autre.

Pour autant, l'ensemble des fractions de la bourgeoisie actuellement au pouvoir dans les différents États n'est pas entièrement le reflet de la mutation en cours de sa partie internationalement « *up to date* » dans le cynisme de ces manipulations. Pour une bonne partie de la bourgeoisie également, et surtout, de la petite-bourgeoisie, le chaos est bien une réalité qui échappe à sa maîtrise et elle tente, peu ou prou, de faire face, mais surtout, évidemment, au sens de défendre ses intérêts.

D'une manière générale, au delà des discours de circonstance, la manifestation d'intérêts contradictoires, avec la perspective du « déconfinement », continue de rendre la situation confuse et de dissimuler tant bien que mal le fond de la manipulation en cours.

Ce qui semblait encore faire débat au début de la « crise » s'éclaircit néanmoins quelque peu : le nombre global de victimes se trouve remis en proportions et bat en brèche, par son évidence, le caractère « exceptionnel » de la « pandémie ». Ce qui ne fait que remettre encore mieux en lumière les « carences » bien réelle des systèmes de santé supposés être au top niveau en Occident. Et le manque de « réactivité » des États, et notamment en France, face à l'évidence des mesures d'urgences qui n'ont pas été prises, ni à temps, au début de la crise, ni dans le sens évident de la meilleure efficacité possible : produire des tests, des masques, des respirateurs, et surtout, mettre en œuvre un protocole de traitement approprié, alors qu'à la suite de l'expérience chinoise il était en train de se constituer rapidement, en France, avec les travaux de l'IHU-Méditerranée et du Pr. Raoult.

Et aussi bien l'absence de mesures précoces, mais manifestement utiles, telles que les contrôles aux frontières, aux aéroports, etc..., que la campagne de dénigrement systématique à l'encontre du Pr. Raoult, tous ces éléments sont aujourd'hui les preuves du « sabotage » délibéré, à la fois de la vie économique et sanitaire du pays. Sous diverses formes, et à des degrés divers, selon les intérêts des bourgeoisies locales dans cette « mutation » en profondeur du capital financier, c'est la même attitude que l'on a pu observer dans les principaux pays occidentaux.

La thèse en réalité complaisante et kollabo à l'égard du système selon laquelle il aurait été « pris au dépourvu » et réagi « tardivement et de manière désordonnée » ne tient absolument plus, même si elle a pu au départ abuser une masse de gogos et continue de le faire pour ceux qui restent soumis au discours médiatique « officiel ».

Elle tient d'autant moins si l'on considère que les têtes pensantes des « élites » qui nous gouvernent réellement étaient parfaitement et très précocement au courant de l'imminence de la « pandémie » qui fut donc baptisé « Covid-19 », ce qui est bien le millésime de sa naissance réelle. De plus l'origine en réalité « occidentale » du virus, et dont la létalité était connue des autorités « responsables » dès Novembre 2019, sinon avant, selon certaines sources (3), atteste d'un calcul morbide et pervers, et en fait, tout à fait criminel de leur part : en effet, d'un point de vue strictement comptable, si l'on met en balance le coût des mesures d'urgence immédiate pour rattraper le retard en fabrication de tests et de masques, et même, en termes de structures hospitalières « complémentaires » et le coût économique d'un arrêt presque total et prolongé de l'appareil productif, avec la cascade des faillites et du chômage qu'il provoque, on voit bien que c'eut été la décision d'un « investissement d'urgence » qui eut été parfaitement justifié au regard de l'intérêt collectif, tant sur le plan sanitaire que sur le plan économique.

De même, dès les prémices de la pandémie en Occident, la voie de recherche d'un protocole thérapeutique ouverte par l'IHU-Méditerranée en France a été très rapidement internationalement connue et aurait logiquement du recevoir aide matérielle et soutien officiel pour un développement et une mise en œuvre généralisée, et non pas être soumise à une campagne de calomnies et de dénigrement systématique. Et de plus, là encore, l'investissement global eut été relativement minime en comparaison des autres voies prétendument explorées et qui n'ont, du reste, toujours pas aboutit au moindre résultat pratique.

**Plaquenil (hydroxychloroquine) au prix de 4,17€**

**Azithromycine au prix de 7,68 €**

**Total de 11,85 €**

**Kaletra (lopinavir/ritovanir)**

**Prix : 109,04 € / boîte de 60**

**Prix : 433,72 € / boîte de 120**



Au regard de tous ces éléments évidents il est donc clair que le « sabotage » généralisé de l'économie est bien un calcul et non pas une improbable « aberration » des gouvernants et des décisionnaires réels. Un calcul qui répond donc à des intérêts qui ne semblent effectivement pas évidents au premier regard, celui qui se fie trop facilement aux apparences.

Comme nous le rappelle Marx cité en exergue :

**« Que chaque nation crèverait, qui cesserait de travailler, je ne veux pas dire pendant un an, mais pendant quelques semaines, chaque enfant le sait. »**

Et donc, à plus forte raison, un ensemble de dirigeants politiques, économiques et sanitaires formés aux plus grandes écoles de leurs nations respectives...!

Les intérêts « supérieurs » qui ont donc présidé à une telle stratégie politique ne sont, à l'évidence, pas ceux des États-nations considérés comme « représentatifs » des peuples qu'ils sont supposés défendre et protéger.

A très court terme, par contre, ce sont bien ceux des capitaux financiers « menacés », précisément depuis novembre 2019, par l'éclatement imminent de la nouvelle « bulle financière », qui avoisinait les

6000 points, en France, et leur « équivalent » sur les autres places financières... « Dégonfler » la bulle de manière plus ou moins « sous contrôle », même si cela entraîne inévitablement des pertes relatives, c'était donc devenu la priorité immédiate, pour le capital financier, bien avant l'« intérêt national » de quelque nation que ce soit...

Et le caractère relatif des pertes délibérément supportées par le capital financier apparaît d'autant plus évident par la comparaison avec la crise de 2008, qui avait même vu l'indice CAC 40 flirter avec les 2500 points, en début 2009.



## Récapitulatif des marchés > CAC 40

INDEXEURO: PX1

+ Suivre

4 377,71 +20,25 (0,46 %) ↑

22 avr. à 12:17 UTC+2 · Clause de non-responsabilité

1 jour 5 jours 1 mois 6 mois YTD 1 an 5 ans Max.



## Récapitulatif des marchés > Dow Jones Industrial Average

## Récapitulatif des marchés > Dow Jones Industrial Average

+ Suivre

INDEXDJX: .DJI

# 23 018,88

-631,56 (2,67 %) ↓

21 avr. à 17:26 UTC-4 · Clause de non-responsabilité

1 jour

5 jours

1 mois

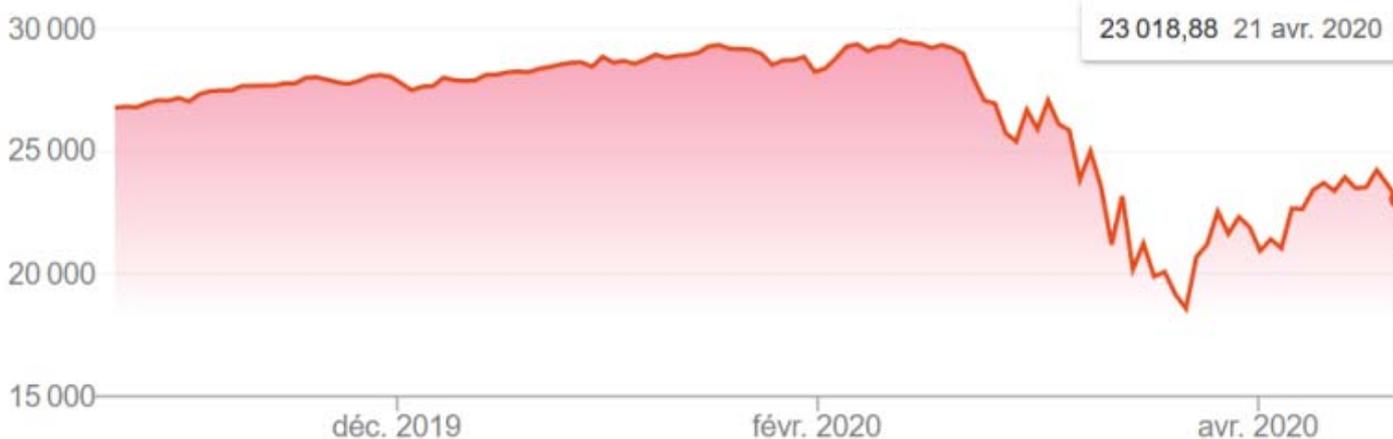
6 mois

YTD

1 an

5 ans

Max.



On voit donc concrètement que dès mi-Mars, après un début de chute assez brutale, le CAC s'est stabilisé autour de 4000 points, avant de repasser, dès fin Mars, à un palier remarquablement stable autour de 4300 points.

Le Dow Jones (USA), lui, après une brève incursion sous les 20 000 points en Mars, a vite refranchi cette barre pour se stabiliser, de la même manière, au-dessus de 23 000 points. Rappelons que son « creux » de début 2009 était à 7000 points, en correspondance avec celui du CAC à 2 500 points, avant d'entamer, pour ce qui concerne l'indice US, donc, une ascension particulièrement vertigineuse, et donc purement spéculative, vers les 30 000 points, à l'orée de la présente crise!

Bien entendu, il faut donc évidemment comprendre cette comparaison dans l'autre sens, à savoir que c'est concrètement l'indice « français » qui suit l'indice US, plutôt que l'inverse... Et tout aussi évidemment le même « syndrome » se retrouve sur les principales places financières, et notamment à Londres « Brexit or not Brexit »...:

## Récapitulatif des marchés > FTSE 100

+ Suivre

INDEXFTSE: UKX

# 5 728,09

+87,06 (1,54 %) ↑

22 avr. à 11:34 UTC+1 · Clause de non-responsabilité

1 jour

5 jours

1 mois

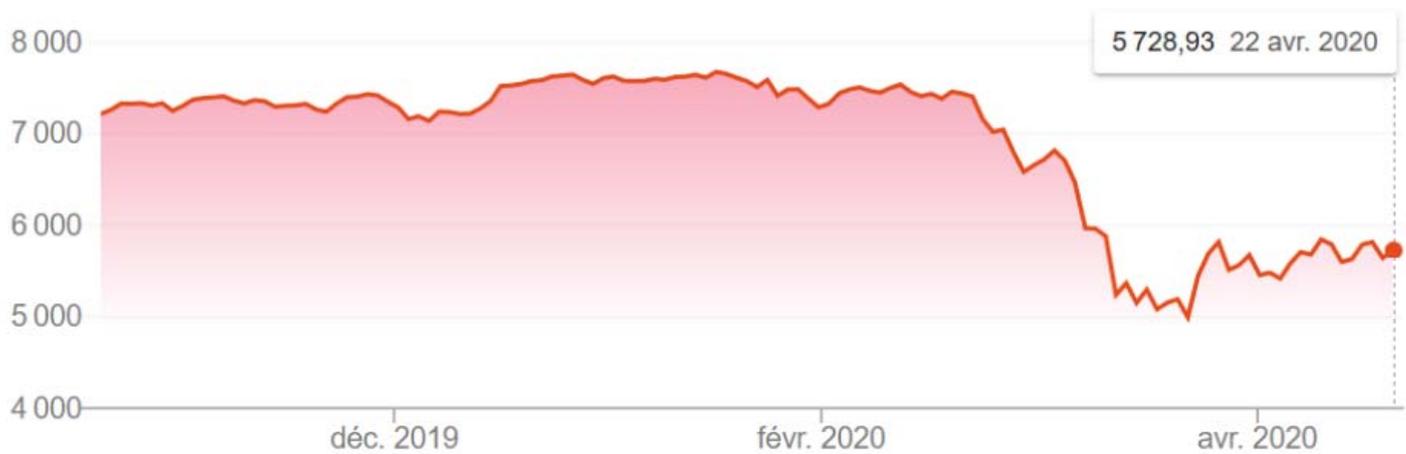
6 mois

YTD

1 an

5 ans

Max.



**L'intérêt du capital financier est donc tout à fait distinct de celui des nations et des peuples: un simple constat! ...Sans aucun doute, un constat déjà ancien, mais particulièrement et cruellement réaliste dans les circonstances présentes.**

Bien entendu, l'apparence peut encore rester trompeuse, même pour de nombreux intervenants dans la vie économique, en raison du très grand nombre d'entreprises capitalistes qui se trouvent d'ores et déjà impactées par la crise, et le seront encore sans doute davantage, par la suite.

Elle peut également rester trompeuse au regard de la chute globale et moyenne de la valeur des actifs financiers, autour de 25%. Il est même clair qu'au cours des premiers soubresauts de la crise, et notamment lors des premières « chutes spectaculaires » et des mouvements de panique qu'elles ont entraîné chez nombre de petits épargnants, des patrimoines familiaux entiers ont pu être détruits et des actions rachetées à bas prix par paquets importants, et par qui, sinon par ceux qui en avaient de toutes façons les moyens, au point de ne pas craindre une telle chute généralisée?

Dans la destruction des capitaux financiers, tout comme dans la destruction des forces productives, tout est une affaire d'échelle... Les détenteurs du pouvoir réel ne sont évidemment pas ni les peuples ni même les détenteurs de patrimoines familiaux moyens, mais bien ceux qui détiennent des paquets d'actions largement suffisants pour contrôler l'appareil productif non seulement de telle ou telle nation, mais des pans entiers de l'appareil productif mondial. Et leur pouvoir réel ne réside donc pas dans la « valeur » de telle ou telle action, en réalité essentiellement fictive, sous ce rapport, mais bien dans la capacité de contrôler les flux de capitaux à l'échelle mondialisée, quelle que soit la « valeur », particulièrement fugace, de telle ou telle action à un instant donné.

Le capital financier est fondamentalement, sous le rapport de la « valeur », un capital « fictif » par définition (4), et s'il convient d'y conserver des guillemets, c'est précisément par la réalité de ce pouvoir de contrôle qu'il procure à ses détenteurs, mais uniquement à une échelle démesurée, par rapport au sens commun de la « valeur » de l'argent, et même à une échelle tellement démesurée que les fluctuations, même brutales, des cours de la bourse, n'y ont d'autre importance que les mouvements de pions sur un jeu d'échec.

Malheureusement, mais c'est aussi un fait que l'on ne peut que constater, c'est donc aussi à cette échelle démesurée par rapport au sens commun de l'argent que la destruction massive de forces productives, et notamment de milliers de TPE-PME, peut être comprise comme une « restructuration nécessaire » du capitalisme, et en tous cas, nécessaire à sa sauvegarde en tant que système de domination de classe.

Comme on l'a vu, c'est donc la « synergie » morbide de ces deux destructions conjointes et

« synchronisées » qui va permettre la « relance » provisoire du système à partir d'un palier d'ores et déjà fixé, sinon antérieurement préétabli, du niveau de capitalisation financière.

**Mais comme on l'a également vu, en termes de sauvegarde de la domination de classe d'une fraction déterminée de la bourgeoisie financière internationale, ce n'est encore pas là l'essentiel.**

En effet, formellement, on voit que cette « sauvegarde » et cette « relance » sont prévisionnellement « financées » par des « aides de l'Etat »... Or où l'Etat trouve-t-il soudainement de telles subsides, sinon dans son propre endettement?

On se rappellera que jusqu'à la veille de cette « crise pandémique » le mot d'ordre général des gouvernements occidentaux, et notamment européens, était à la « limitation » drastique des déficits budgétaires, au point d'y sacrifier de nombreuses nécessités d'investissements, et notamment, dans le domaine de la santé publique! (5)

Il y a donc, en apparence, un revirement complet de politique, sur ce point essentiel. Or un nouvel endettement public ne se fait pas sans prêteur... Un prêteur qui sera donc le détenteur essentiel et le maître de créance de la dette publique des États, que ce soit en France ou ailleurs... Or le « prêteur », en Europe comme aux USA, ce sont, en fin de compte, les banques centrales, qui « débloquent des fonds », c'est à dire ouvrent des lignes de crédits à partir desquelles les banques pourront « financer » les divers États... (6) Dans le monde d'« avant Covid-19 » le niveau d'endettement des États était donc déjà jugé excessif, et, à travers la fiscalité, il absorbait déjà, pour le paiement aux banques des intérêts de la dette, sans même parler d'un remboursement, devenu tout à fait chimérique, de la dette elle-même, une part importante de la valeur créée par l'activité économique, c'est à dire par les travailleurs, en fin de compte.

Avec ce nouvel endettement généralisé des États, c'est leur dernière possibilité de contrôler un tant soit peu leur propre développement économique qui s'envole, et définitivement. Ils sont donc désormais entièrement sous perfusion monétaire, entièrement et directement à la merci du crédit des banques centrales, y compris pour la survie de leurs simples citoyens, comme le montre la nécessité du financement du « chômage partiel » qui se transformera très certainement en « définitif » pour un très grand nombre (7). Même le financement de « sauvetage » des TPE-PME qui seront capable de survivre à ce choc mettra donc directement une partie supplémentaire du tissu économique dans la dépendance directe de ce type de « financement », et donc, par voie à peine indirecte, via le biais de leurs cotisations sociales, l'ensemble de la protection sociale.(8)

Aux USA, le plan de « sauvetage » de Trump comprend, dans un « déblocage » total de 2000 Milliards de dollars, une « aide » directe par chèques distribués directement aux ménages, soit une « enveloppe budgétaire » à hauteur de 290 Milliards de dollars, plus une aide supplémentaire de 260 Milliards de dollars en direction des chômeurs (9). Même si cela semble être un « don » au premier degré, cette ponction énorme n'en vient donc pas moins également creuser le déficit, et donc, le besoin de financement de l'État, c'est à dire sa dette...

**Il s'agit donc bien, tant sur le plan financier que sur le plan économique et social, d'une capitulation en rase campagne de l'ensemble des États devant le pouvoir central de la « planche à billets »... C'est à dire, en fait, une capitulation totale et définitive face au pouvoir de l'oligarchie aux commandes des banques centrales.**

Et comme il s'agit donc d'argent « fictif », au sens où il ne correspond à aucune valeur nouvelle créée par le tissu économique, mais qu'il s'agit simplement, tant par l'aide aux particuliers qu'aux entreprises, de compenser l'incapacité définitive du système à recréer une dynamique économique endogène, c'est néanmoins, à court terme, par le biais des intérêts de la dette, la part encore restante de valeur créée par le travail qui s'évapore encore davantage hors des économies nationales et même du budget des

États, dans les fumées d'un capital financier de plus en plus fictif, et lui-même déjà sous perfusion monétaire depuis 2008.

Progressivement, lentement en apparence, mais de plus en plus rapidement, en fait, par « chocs » successifs comme celui de 2008 et celui que nous sommes actuellement en train de vivre, et à mesure que le travail vivant se retire inexorablement du tissu économique, au « profit » de la dépendance du plus grand nombre comme de la survie des entreprises à ce type de financement, le pouvoir de domination de classe de l'oligarchie aux commandes des « planches à billets » ne pourra que s'étendre encore au point de supplanter, à l'échelle planétaire, toutes les formes antérieures de pouvoir politique et économique.

C'est donc manifestement en ce sens et sous cette forme « discrète » que la fraction la plus « moderniste » de la bourgeoisie entend faire évoluer sa domination de classe, et y compris au détriment d'une partie considérable de la petite et moyenne bourgeoisie, encore animée de velléités « créatrices » dans le domaine économique. En un sens, la « crise du Covid-19 » est à la fois le premier coup d'État à l'échelle planétaire et le coup d'État le plus discret du monde, et encore, pour l'essentiel, ignoré des sujets qui en sont déjà les victimes, immédiatement, dans leurs corps et dans leurs esprits, et durablement, dans leurs intérêts économiques vitaux.

Derrière l'apparent et cynique à l'extrême « sauvetage des corps et des âmes » c'est en réalité une mutation profonde des rapports économiques et sociaux qui est en train de s'opérer sous la houlette d'une fraction presque invisible de l'oligarchie financière qui par « crises » successives prend le contrôle de l'ensemble du système. Ce n'est donc même plus le pouvoir d'une oligarchie financière en quête de bénéfices spéculatifs aussi spectaculaires dans leur démesure que fictifs quant à leur base économique réelle, mais simplement le pouvoir de la perfusion monétaire permanente, qui décide de la vie et de la mort économique et sociale des uns et des autres, des entreprises, des nations, des peuples, des simples citoyens comme de ses kollabos politiques, syndicaux, administratifs, et ne négligeant surtout pas, au passage, de renforcer, verrouiller et assurer ses prérogatives et privilèges.

Mais le pire n'étant jamais sûr, il se trouve que cette oligarchie de faux-monnayeurs est donc loin d'être entièrement unifiée à l'échelle mondiale et une forte tension demeure, sur ce plan du pouvoir monétaire, également, entre la faction « occidentale-US » et la faction « orientale-chinoise ». La « guerre économique » très officiellement déclarée par Trump en 2018 (10) s'est donc poursuivie par d'autres moyens à travers l'instrumentalisation politique et idéologique de la « crise du Covid-19 ».

Comme on a pu le voir concrètement, si la puissance chinoise est celle qui n'avait pas encore un intérêt immédiat à la casse des forces productives, du fait de sa dépendance aux exportations, elle est néanmoins celle qui est en mesure de restructurer très rapidement sur son territoire les rapports économiques et sociaux en vue de cette mutation, notamment par le contrôle quasi absolu qu'elle arrive à exercer sur pratiquement les moindres faits et gestes de ses citoyens, maintenus dans une dépendance économique et administrative, et surtout sous un contrôle « informatique » bien plus développé qu'en Occident. La « crise du Covid-19 » est donc maintenant, outre la centralisation accrue du pouvoir monétaire, une « opportunité » quasi « idéale » pour la bourgeoisie occidentale de rattraper son retard dans le domaine de la « Big-Brotherisation » de ses populations.

**Reste à savoir si le choix conscient des prolétaires et des peuples du monde entier sera de continuer de se soumettre à la mise en place de cette nouvelle forme de la dictature oligarchique.**

**Luniterre**

\*\*\*\*\*

## NOTES:

( 1 \_ <https://tribunemlreypa.wordpress.com/2015/09/01/de-la-structuration-maoiste-de-la-bulle-chinoise/> (<https://tribunemlreypa.wordpress.com/2015/09/01/de-la-structuration-maoiste-de-la-bulle-chinoise/>)

\_ <https://tribunemlreypa.wordpress.com/2020/03/31/en-relisant-lenine-qui-parlait-deja-de-chine-reedition-2020/> (<https://tribunemlreypa.wordpress.com/2020/03/31/en-relisant-lenine-qui-parlait-deja-de-chine-reedition-2020/>) )

(2 \_ <https://tribunemlreypa.wordpress.com/2019/06/10/chine-usa-2014-2019-chronique-dune-guerre-economique-annoncee/> (<https://tribunemlreypa.wordpress.com/2019/06/10/chine-usa-2014-2019-chronique-dune-guerre-economique-annoncee/>)

\_ <https://tribunemlreypa.wordpress.com/2018/07/30/de-la-guerre-commerciale-a-la-guerre-monetaire-lete-en-pente-douce-du-yuan-chinois/> (<https://tribunemlreypa.wordpress.com/2018/07/30/de-la-guerre-commerciale-a-la-guerre-monetaire-lete-en-pente-douce-du-yuan-chinois/>) )

(3 \_ [https://www.liberation.fr/checknews/2020/03/22/pourquoi-la-chine-accuse-t-elle-les-etats-unis-d-avoir-importe-le-virus\\_1782638](https://www.liberation.fr/checknews/2020/03/22/pourquoi-la-chine-accuse-t-elle-les-etats-unis-d-avoir-importe-le-virus_1782638) ([https://www.liberation.fr/checknews/2020/03/22/pourquoi-la-chine-accuse-t-elle-les-etats-unis-d-avoir-importe-le-virus\\_1782638](https://www.liberation.fr/checknews/2020/03/22/pourquoi-la-chine-accuse-t-elle-les-etats-unis-d-avoir-importe-le-virus_1782638)) )

(4 \_ <https://tribunemlreypa.wordpress.com/2018/03/10/aux-racines-de-la-crise-le-statut-des-actions-dans-le-capital-fictif/> (<https://tribunemlreypa.wordpress.com/2018/03/10/aux-racines-de-la-crise-le-statut-des-actions-dans-le-capital-fictif/>)

\_ <https://tribunemlreypa.wordpress.com/2018/03/15/aux-racines-de-la-crise-le-statut-des-actions-dans-le-capital-fictif-suite/> (<https://tribunemlreypa.wordpress.com/2018/03/15/aux-racines-de-la-crise-le-statut-des-actions-dans-le-capital-fictif-suite/>) )

(5 \_ <https://www.touteleurope.eu/actualite/deficit-qu-est-ce-que-la-regle-europeenne-des-3.html> (<https://www.touteleurope.eu/actualite/deficit-qu-est-ce-que-la-regle-europeenne-des-3.html>) )

(6 \_ <https://www.touteleurope.eu/actualite/revue-de-presse-covid-19-la-banque-centrale-europeenne-lance-un-programme-de-750-milliards-d-eur.html> (<https://www.touteleurope.eu/actualite/revue-de-presse-covid-19-la-banque-centrale-europeenne-lance-un-programme-de-750-milliards-d-eur.html>)

\_ <https://www.touteleurope.eu/revue-de-presse/revue-de-presse-covid-19-l-eurogroupe-valide-un-plan-de-soutien-de-540-milliards-d-euros.html> (<https://www.touteleurope.eu/revue-de-presse/revue-de-presse-covid-19-l-eurogroupe-valide-un-plan-de-soutien-de-540-milliards-d-euros.html>) )

(7 \_ <https://www.latribune.fr/opinions/tribunes/l-enjeu-du-financement-des-reprises-a-la-barre-pour-sauver-le-tissu-economique-francais-845651.html> (<https://www.latribune.fr/opinions/tribunes/l-enjeu-du-financement-des-reprises-a-la-barre-pour-sauver-le-tissu-economique-francais-845651.html>) )

(8 \_ <https://www.vie-publique.fr/discours/274073-bruno-le-maire-02042020-epidemie-covid-19-relance-economie> (<https://www.vie-publique.fr/discours/274073-bruno-le-maire-02042020-epidemie-covid-19-relance-economie>)

\_ <https://www.vie-publique.fr/loi/274104-2e-loi-de-finances-rectificative-2020-budget-de-crise-covid-19> (<https://www.vie-publique.fr/loi/274104-2e-loi-de-finances-rectificative-2020-budget-de-crise-covid-19>)

\_ <https://www.usinenouvelle.com/editorial/covid-19-le-detail-des-nouvelles-mesures-de-soutien-aux-entreprises-francaises.N953721> (<https://www.usinenouvelle.com/editorial/covid-19-le-detail-des-nouvelles-mesures-de-soutien-aux-entreprises-francaises.N953721>)

[des-nouvelles-mesures-de-soutien-aux-entreprises-francaises.N953721](https://tribunemlreypa.wordpress.com/2020/04/22/demasques-le-nouve...))

\_ <https://www.latribune.fr/economie/france/covid-19-les-inscriptions-a-pole-emploi-bondissent-le-chomage-partiel-explose-845341.html> (<https://www.latribune.fr/economie/france/covid-19-les-inscriptions-a-pole-emploi-bondissent-le-chomage-partiel-explose-845341.html>) )

(9 \_ <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1689098/coronavirus-covid-chambre-representants-plan-relance-etats-unis> (<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1689098/coronavirus-covid-chambre-representants-plan-relance-etats-unis>) )

(10 \_ <https://tribunemlreypa.wordpress.com/2019/06/10/chine-usa-2014-2019-chronique-dune-guerre-economique-annoncee/> (<https://tribunemlreypa.wordpress.com/2019/06/10/chine-usa-2014-2019-chronique-dune-guerre-economique-annoncee/>)

\_ <https://nousnesommesriensoyontout.wordpress.com/2020/04/16/covid19-le-point-sur-la-guerre-des-gangs-du-capital-financier/> (<https://nousnesommesriensoyontout.wordpress.com/2020/04/16/covid19-le-point-sur-la-guerre-des-gangs-du-capital-financier/>) )

